

## **ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES**

**COMUE LYON SAINT-ETIENNE**

-  
92 rue Pasteur  
CS 30122  
69361 Lyon Cedex 07  
Tél : 04 37 37 26 70



## **ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE POUR LA COMUE LYON SAINT-ETIENNE**

**Cahier des Clauses Administratives  
Particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots**

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

### SOMMAIRE

#### Table des matières

Article 1 : Objet de la consultation – Dispositions générales.....	3
Article 2 : Pièces constitutives de l'accord-cadre .....	7
Article 3 : Règlement général sur la protection des données (RGPD).....	7
Article 4 : Confidentialité .....	8
Article 5 : Régime des connaissances antérieures – Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature relatif aux résultats .....	8
Article 6 : Avance .....	8
Article 7 : Déclaration des risques .....	9
Article 8 : Détermination des prix.....	10
Article 9 : Modalités de règlement des comptes.....	13
Article 10 : Pénalités .....	14
Article 11 : Lutte contre le travail dissimulé .....	15
Article 12 : Assurances .....	15
Article 13 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	16
Article 14 : Protection de l'environnement.....	16
Article 15 : Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger .....	16
Article 16 : Résiliation de l'accord-cadre.....	16
Article 17 : Exécution aux frais et risques .....	17
Article 18 : Règlement des différends.....	17
Article 19 : Dérogations au C.C.A.G. – F.C.S. ....	17

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### Article 1 : Objet de la consultation – Dispositions générales

#### 1.1. Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) portent sur la réalisation de prestations de services d'assurance au profit d'un établissement publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), la ComUE Lyon Saint-Etienne.

La description des prestations et leurs modalités techniques d'exécution sont portées aux Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chacun des lots de l'accord-cadre.

**Lieux d'exécution** : sur les sites de la ComUE, tels que définis aux C.C.T.P. pour les lots concernés et en tous lieux d'exercice de l'activité.

#### 1.2. Forme de l'accord-cadre

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire (un assureur par lot constituant l'accord-cadre) exécuté selon les règles applicables aux marchés dits ordinaires au sens du Code de la Commande Publique.

Dans le cadre du lot n° 1, les prestations de couverture des événements ponctuels sont exécutées par l'émission de bons de commande, sans remise en concurrence préalable, en application des articles L2125-1 1°, R2162-2, R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le lot n° 1 « Dommages aux biens et risques annexes », s'agissant de la partie exécutée par bons de commande (dommages aux biens et risques annexes des événements ponctuels), est passé sans montant minimum et avec un montant maximum de 80 000 euros HT pour toute la durée du marché.

#### 1.3. Décomposition en tranches et lots

Le présent accord-cadre n'est pas décomposé en tranches et ne fait pas l'objet de prestations supplémentaires éventuelles.

Il est toutefois décomposé en deux lots :

- **LOT N°1 : « Dommages aux biens et risques annexes » ;**
- **LOT N°2 : « Responsabilité civile et risques annexes ».**

#### 1.4. Modalités de mise en œuvre de l'accord-cadre

##### **1.4.1 Exécution par le biais de bons de commande**

**S'agissant des prestations du lot n° 1 afférentes à la couverture des évènements ponctuels (dommages aux biens et risques annexes), elles sont mises en œuvre par l'émission de bons de commandes datés et signés par un représentant de la ComUE Lyon Saint-Etienne.**

La ComUE s'engage à informer le titulaire de tout évènement ponctuel, préalablement à son déroulement, afin de rendre effective la garantie du risque.

En conséquence, lors de la survenance d'un besoin, la ComUE indique les informations essentielles de la manifestation au titulaire, dont, le cas échéant : nom de l'évènement, lieu et superficie occupés, durée d'occupation, jauge du public attendu, biens mobiliers spécifiques.

**L'assureur est alors tenu, sous 48 heures maximum (jours ouvrables), et sauf stipulations contraires dans la demande émise par l'assuré, de :**

- **le cas échéant, demander toute précision utile pour permettre la couverture effective de l'évènement ponctuel concerné ;**
- **confirmer le montant du bon de commande à adresser par la ComUE. Ce montant est arrêté sur la base du tarif des prestations, fixé par le bordereau de prix intégré à l'acte d'engagement et proposé par le titulaire lors de la soumission au marché concerné.**

Conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-F.C.S., chaque commande est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'assuré ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou indiquée par écrit par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Dans le but de permettre la transmission des commandes par voie électronique, l'assureur devra fournir à l'assuré, dans l'acte d'engagement du marché, une adresse mail valide. En cas de changement de l'adresse mail de contact, une nouvelle adresse électronique valide devra être transmise à l'assuré.

Dans l'hypothèse où l'assureur :

- **Refuse à 3 reprises de répondre à une commande,**
- **Omet à 5 reprises de répondre à une commande dans le délai imparti,**
- **Fournit à 3 reprises une réponse non-conforme à la commande,**

les pénalités fixées à l'article 10 du présent Cahier des Clauses Particulières peuvent lui être appliquées par l'assuré public. L'assureur est informé que la non-réception d'une demande transmise par l'assuré par voie électronique (adresse mail de contact invalide, mail non consulté ou mail de demande indiqué comme indésirable par la boîte mail de réception) ne saurait l'exonérer des pénalités susmentionnées.

L'assureur se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a, seul, compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Un bon de commande peut être résilié sur décision de l'assuré jusqu'à 10 jours ouvrés avant la date prévue de début d'exécution des prestations, et ce sans indemnité. L'assureur est informé de cette décision par tout moyen.

De même, un bon de commande peut faire l'objet de modifications (en plus ou moins-value) jusqu'à 10 jours ouvrés avant la date prévue de début d'exécution. L'assureur est informé de cette décision par tout moyen.

#### **1.4.2 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations sont identiques à la durée de l'accord-cadre (cf. article 1.6 du présent C.C.A.P.). L'exécution des prestations débiteront au 1<sup>er</sup> juin 2025.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du C.C.A.G.- F.C.S., pour la part des prestations s'exécutant à bons de commande dans le cadre du lot 1 « **Dommages aux biens et risques annexes** », les **délais d'exécution** correspondent à la période de couvertures d'assurances des événements ponctuels dont les dates sont mentionnées dans la déclaration préalable faites dans les conditions prévues par le C.C.T.P. du lot 1.

#### **1.4.3 Prolongation des délais**

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du C.C.A.G.- F.C.S.

#### **1.4.4 Conduite des prestations par des personnes nommément désignées**

- ***Conduite des prestations***

Pour l'exécution de l'accord-cadre, l'assureur doit affecter à l'exécution des prestations une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'assuré et dont le profil type aura été indiqué dans le cadre de son offre. Parmi elles, il devra nommer un référent.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'assureur en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'assuré dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

- ***Changement des personnes nommément désignées en cours d'exécution de l'accord-cadre***

Dans les conditions de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.- F.C.S., en cas d'empêchement des personnes affectées à l'exécution de l'accord-cadre, l'assureur s'engage à prendre toutes les dispositions

nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations et à les remplacer, après accord du pouvoir adjudicateur, par des agents justifiant de compétences d'un niveau équivalent.

#### 1.5. Prestations complémentaires et modification de l'accord-cadre

Un ou plusieurs marchés complémentaires ayant pour objet des prestations similaires pourront être conclus avec l'assureur du présent marché dans les conditions fixées à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

L'accord-cadre pourra être modifié dans les conditions prévues aux articles L2194-1, L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique. Les modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant au marché.

#### 1.6. Durée de l'accord-cadre et reconductions

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de sept mois, soit jusqu'au 31 décembre 2025, minuit.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement trois fois pour une période de douze mois sans que le terme définitif du marché ne puisse dépasser le 31 décembre 2028, minuit.

L'assuré, s'il ne souhaite pas reconduire le contrat, doit se prononcer par écrit à minima six mois avant le 31 décembre de chaque année. Si l'assuré n'a notifié aucune décision de non-reconduction au-delà du 31 juin de chaque année, le marché est réputé reconduit jusqu'au 31 décembre de l'année suivante.

L'assureur ne peut s'opposer à toute décision de non-reconduction dûment notifiée par l'assuré. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

La date prévisionnelle de début d'exécution est fixée au 1<sup>er</sup> juin 2025.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction, la validité du contrat court jusqu'au 31 décembre, minuit de l'année en cours.

#### 1.7. Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le présent accord-cadre pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes

:

- Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie de l'accord-cadre.
- Cession du contrat au profit d'un nouvel assureur à condition que cette modification

n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.

## **Article 2 : Pièces constitutives de l'accord-cadre**

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-F.C.S., les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) du lot concerné et ses annexes, dont l'annexe financière (annexe n°1) et l'annexe intitulée « Bordereau des réserves au Cahier des Clauses Techniques Particulière (C.C.T.P.) » (annexe n°2) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots de l'accord-cadre ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulière (C.C.T.P.) spécifique à chaque lot de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (F.C.S.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique remis par l'assureur dans le cadre de son offre (les conditions générales de vente et d'achat ne sont pas applicables) et, le cas échéant, le contrat d'assurance, sous réserve de clauses contraires aux documents détaillés ci-avant ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Les pièces ci-avant mentionnées, dont la version conservée par l'assuré dans ses archives fera seule foi, prévalent sur toutes autres dispositions ou conditions d'assurance (générales, particulières ou spéciales) appliqués par le titulaire. Toutefois, dans le cas où les conditions de l'assureur ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

## **Article 3 : Règlement général sur la protection des données (RGPD)**

L'assureur est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Obligations de l'assureur vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- **Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement ;**
- **Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...) ;**
- **Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;**
- **Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement ;**

- **Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués ;**
- **Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc. ;**
- **Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.**

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et se conformer aux dispositions de l'article 5.2 du C.C.A.G.- F.C.S.

#### **Article 4 : Confidentialité**

Conformément à l'article 5.1 du C.C.A.G.-F.C.S., l'assureur est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

#### **Article 5 : Régime des connaissances antérieures – Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature relatif aux résultats**

Les règles applicables au présent accord-cadre en matière d'utilisation des connaissances antérieures et des résultats sont celles définies au chapitre 6 – Utilisation des résultats du CCAG-F.C.S.

#### **Article 6 : Avance**

Sauf refus de l'assureur (dans l'acte d'engagement du marché) ou du sous-traitant admis au paiement direct, une avance est versée, dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique, et selon les modalités définies ci-après, conformément à l'option A présentée dans l'article 11 du CCAG-F.C.S.

Il est formellement convenu que le paiement d'avance des primes d'assurance prévu à l'article L. 113-3 du code des assurances n'est pas considéré comme étant une avance.

L'avance est accordée en une seule fois pour la partie des prestations à prix global et forfaitaire, et sur la base de chaque bon de commande respectant les conditions ci-dessous.

Pour la part des prestations exécutée selon les règles applicables aux marchés dits

### ordinaires :

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du montant divisé par la durée exprimée en mois. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance susmentionné est fixé à 30%.

### Pour la part de prestations exécutée par l'émission de bons de commande dans le cadre du lot n° 1 « Dommages aux biens et risques annexes » :

L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant du bon de commande, ou du montant indiqué dans la DC4, lorsqu'il est supérieur(e) à 50 000 euros H.T, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, dans les conditions de l'article R2191-3 et R2193-16 du Code de la Commande Publique.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 % du montant du bon de commande remplissant les conditions mentionnées à l'article R2191-3 du code de la commande publique.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le montant de chaque avance est égal à 5% du montant du bon de commande remplissant les conditions mentionnées à l'article R2191-3 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande, l'accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

## **Article 7 : Déclaration des risques**

### **7.1. A la souscription de l'assurance**

Le marché est établi à partir du Cahier des clauses techniques particulières afférents à chaque lot, des états de sinistralité de l'assuré, et des éléments figurant dans le dossier de consultation des entreprises établi par l'assuré. Les montants de primes fixés tiendront scrupuleusement compte de chacune de ces données.

L'assuré déclare fournir à l'ensemble des candidats, de façon sincère, toutes les

circonstances constitutives des risques connues et spécifiées dans les états de sinistralité, qui n'engagent cependant que la responsabilité de leurs auteurs, dès lors que les obligations d'exactitude, de cohérence et d'exhaustivité sont mises uniquement à la charge des tenants actuels des risques.

Le titulaire déclare avoir une opinion suffisante des risques assurés, les ayant faits ou ayant eu la possibilité de les faire évaluer par questionnaire. En conséquence, il les assure en renonçant à se prévaloir de toute erreur ou omission dans les états de sinistralité.

## **7.2. Déclarations en cours de marché**

L'assuré s'engage à déclarer à l'assureur, ou à son mandataire, dans les trois (3) mois où il en a connaissance, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver ou de réduire les risques spécifiés au marché, soit d'en créer de nouveaux, et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'assureur, notamment dans les états de sinistralité ou les éléments chiffrés indiqués dans le Cahier des clauses techniques particulières de chaque lot.

Toute modification entraînant à la baisse ou à la hausse la cotisation d'assurance est constatée par la voie d'un avenant. Ce dernier ne pourra pas modifier l'objet du marché ni en bouleverser l'économie.

Toutefois, l'assuré est soumis aux seules obligations déclaratives résultant des dispositions des articles L. 113-2 et L. 113-4 du Code des assurances.

Le titulaire ne peut exiger une exhaustivité parfaite de la liste des risques et ne peut, en conséquence, exercer à l'encontre de l'assuré une sanction quelconque, sauf à prouver sa mauvaise foi. A la demande du titulaire, les éléments fournis dans les états de sinistralité peuvent être précisés ou complétés. Pour autant, toute liste établie reste indicative.

## **Article 8 : Détermination des prix**

### **8.1. Contenu des prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent également la participation à toutes les réunions nécessaires à l'accomplissement de la mission et tous les frais de déplacement, hébergement et repas, ainsi que l'utilisation des outils numériques, plateformes et support dématérialisé proposé par l'assureur dans son offre pour animer les formations en distanciel.

L'assureur reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues aux C.C.T.P.

En cas de cotraitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par l'assureur des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

## 8.2. Prime annuelle

Les prix arrêtés pour chaque poste comprennent l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation de la prestation, toutes les taxes, charges et assurances, et d'une manière générale toutes les dépenses nécessaires à l'exécution du marché concerné.

Les prix indiqués dans les bordereaux des prix constituent les prix définitifs auxquels les marchés sont conclus. Ils sont révisables dans les conditions définies à l'article 8.3 du présent C.C.A.P.

Pour l'année 2025 (1<sup>er</sup> juin 2025 au 31 décembre 2025), le montant de la prime due sur cette période est calculé selon la formule suivante :

Prime annuelle, calculée pour la totalité de l'année (1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025), selon les modalités détaillées ci-dessous, divisée par douze mois et multipliée par sept mois.

⇒ *Lot n° 1*

**Le tarif des prestations est fixé dans le bordereau des prix par poste intégré à l'acte d'engagement, proposé par le titulaire lors de la soumission au marché.** L'assureur retient notamment, pour calculer le montant de la prime annuelle, l'état de sinistralité et les données chiffrées figurant au C.C.T.P. du lot n° 1 (superficies des surfaces occupées et montants des biens mobiliers concernés) et leurs éventuelles mises à jour par l'assuré au cours de l'exécution du marché.

S'agissant des prestations opérées sur bons de commande et relatives à la couverture d'événements ponctuels, **le titulaire propose également un bordereau des prix, annexé à l'acte d'engagement.**

⇒ *Lot n° 2*

Le tarif des prestations est fixé dans le bordereau des prix par poste intégré à l'acte d'engagement, proposé par le titulaire lors de la soumission au marché. L'assureur retient notamment, pour calculer le montant de la prime annuelle, l'état de sinistralité et les données figurant au C.C.T.P. du lot n° 1 (masse salariale, activités de la ComUE, etc.) et leurs

éventuelles mises à jour par l'assuré au cours de l'exécution du marché.

### 8.3. Révision des prix

Les prix sont fermes pour l'année 2025.

Par la suite, les prix (prix indiqués par le titulaire au sein du bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement, à l'exclusion des franchises et montants de garanties) sont révisables annuellement, s'il y a lieu, au 1<sup>er</sup> janvier, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 (A/A_0))$$

où

P = Prix révisé de l'année N

P<sub>0</sub> = Prix d'origine basé sur le mois M<sub>0</sub>

A = Valeur de l'indice de référence connu au mois de révision (pour le lot n° 1) et montant de la masse salariale de l'année N-1

A<sub>0</sub> = Valeur de ce même indice au mois d'origine des prix

Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000 supérieur.

Indice retenu pour le lot n° 1 : indice F.F.B. (indice publié par la Fédération Française du Bâtiment).

**Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques dumoix de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » (M<sub>0</sub>).**

Le titulaire transmet à l'acheteur public les éléments relatifs à la révision des prix. Tant que la ComUE Lyon Saint-Etienne n'a pas reçu ces éléments de révision de prix de la part du titulaire, les commandes et les factures correspondantes sont émises sur la base des prix en vigueur.

### 8.4. Revalorisation des prix en cas d'aggravation du risque

L'assureur qui envisage, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1, une augmentation des prix portés dans son bordereau des prix en raison d'une aggravation du risque assuré, doit en informer l'assuré par lettre recommandée avec accusé de réception avant le 30 juin de l'année N.

L'assureur doit accompagner sa demande des éléments de justification de l'aggravation du risque. A défaut, l'assureur est forclo à demander une augmentation des prix.

Dans un délai de trente jours à compter de la réception de la demande d'augmentation faite par le titulaire, l'assuré agréée cette demande en l'actant par voie d'avenant ou signifie sa décision de ne pas y donner suite.

Dans ce dernier cas, l'assureur a la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 16 du présent C.C.A.P moyennant un préavis de six mois.

### 8.5. Clause butoir

L'évolution des prix résultant de l'application des modalités de révision applicables est plafonnée à 5% par révision annuelle.

## **Article 9 : Modalités de règlement des comptes**

### **9.1. Demande de paiement**

#### **9.1.1 Contenu de la demande de paiement**

Conformément aux prescriptions de l'article 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S., **la demande de paiement est établie comme suit :**

La demande de paiement est datée. Elle mentionne :

- les références de l'accord-cadre ;
- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est mentionné dans l'acte d'engagement ;
- le n° du marché concerné ;
- le montant des prestations établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et diminué des réfections éventuelles, ainsi que le montant TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

#### **9.1.2 Calcul de la demande de paiement**

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire.

#### **9.1.3 Remise de la demande de paiement**

L'assureur notifie à l'assuré une demande de paiement établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché concerné.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'assureur ainsi que les sous-traitants transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant le portail CHORUS PRO. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs.

### **9.2. Acceptation de la demande de paiement**

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques de l'assureur défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler à l'assureur pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place de l'assureur défaillant, est déduit des sommes dues à

l'assureur au titre des prestations admises.

### **9.3. Paiement pour solde**

En cas de contestation sur le montant des sommes dues (solde, règlement partiel définitif et/ou décompte de résiliation), le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

### **9.4. Mode de règlement**

Le paiement est effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le Pouvoir adjudicateur, sauf désaccord du service gestionnaire du marché. En cas de retard, des frais de recouvrement en plus des intérêts moratoires seront octroyés au titulaire. Le montant de ces frais est fixé par décret.

### **9.5. Répartition des paiements**

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est transmise par le mandataire.

Le mandataire du groupement indique, dans chaque demande de paiement, qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

## **Article 10 : Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.- P.I., l'assureur ne saurait être exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.- P.I., le montant total des pénalités, toutes pénalités confondues, n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1 et 14.2 du C.C.A.G.- P.I., en cas de non-respect des délais d'exécution, l'assureur subira sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard et par retard.

Pour chaque manquement de l'assureur à ses obligations au titre de l'accord-cadre autre que le non-respect d'un délai d'exécution, l'Université de Lyon peut exiger, après mise en demeure de l'assureur restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire de 100€ par manquement constaté (y compris dans les hypothèses prévues à l'article 1.4.1 mentionnées à la présente).

Pour chaque manquement de l'assureur à ses obligations au titre du règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Université de Lyon peut exiger, après mise en demeure de l'assureur restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 100€.

### **Article 11 : Lutte contre le travail dissimulé**

L'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifie l'article L. 8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

En application de ces nouvelles dispositions, il sera appliqué le dispositif suivant :

#### Avant la signature du contrat :

L'assuré public sollicite de l'attributaire du contrat, la production des pièces établissant qu'il satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir mentionnée à cette rubrique.

#### En cours d'exécution du contrat :

- 1 L'assuré public demande à l'assureur de l'accord-cadre, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.
- 2 Dans le cas où un agent de contrôle lui signale que l'assureur (ou ses sous-traitants) ne respecte pas leurs obligations, l'assuré public le mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de régulariser sa situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où l'assureur n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, le Pouvoir adjudicateur peut :

- a) Appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 €, dans les limites suivantes :
  - le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
  - le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1 , L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.
- b) Résilier l'accord-cadre sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### **Article 12 : Assurances**

L'assureur doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-F.C.S., avant attribution de l'accord-cadre, l'attributaire

doit justifier auprès du représentant du Pouvoir adjudicateur, qu'il est assureur de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre l'assureur doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du représentant du Pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **Article 13 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Les prescriptions de l'article 6 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent au présent accord-cadre.

#### **Article 14 : Protection de l'environnement**

Les prescriptions de l'article 7 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent au présent accord-cadre.

#### **Article 15 : Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger**

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 46 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs à l'accord-cadre sont rédigés en français.

#### **Article 16 : Résiliation de l'accord-cadre**

Quelle que soit la cause de la résiliation de l'accord-cadre, aucune indemnité ne sera octroyée au titulaire.

L'assureur dispose d'un délai de six mois avant la date de fin de la période en cours pour signifier, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa volonté de mettre fin au contrat.

Sous réserve des dispositions précédentes, les articles 38 à 45 du C.C.A.G.-F.C.S. sont applicables.

De plus, au regard de l'objet du présent accord-cadre, les lots le constituant peuvent être résiliés avant la date de fin de l'accord-cadre (article 1.6 du présent C.C.A.P.) uniquement dans les cas et conditions ci-après :

- **Par l'Assureur :**

- En cas de non-paiement des sommes dues à l'assureur dans les conditions prévues à l'article L113-3 du Code des assurances et selon les règles du Code de la commande publique. L'assureur renonce cependant à suspendre les garanties ou à résilier le lot concerné si le retard de paiement est dû à l'exécution des formalités administratives auxquelles l'assuré est astreint ;

- En cas d'aggravation du risque en cours d'exécution de l'accord-cadre, déclarée par l'assuré selon les dispositions prévues à l'article 7.2, et après avoir proposé une revalorisation de la cotisation refusée, dans les conditions prévues à l'article L. 113-4 du Code des Assurances, sous réserve que la demande de résiliation respecte un préavis de six mois ;
  - En cas de déclaration inexacte des risques assurés ou des éléments de calcul permettant la fixation de la cotisation, conformément aux dispositions de l'article L. 113-9 du Code des assurances, et sous réserves de l'application de l'article 7.2 du présent C.C.A.P. ;
- Par l'assuré :
    - En cas de réduction du risque, déclarée par l'assuré selon les dispositions prévues à l'article 7.2, si l'assureur refuse de déduire la cotisation en conséquence. A réception de la réponse de l'assureur dans les trente (30) jours à compter de la réception par lui de la déclaration de réduction du risque, l'assuré dispose d'un délai de trente (30) jours pour faire connaître sa décision ;
    - En cas de modification substantielle des conditions du marché par le titulaire.

#### **Article 17 : Exécution aux frais et risques**

Le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

#### **Article 18 : Règlement des différends**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement les voies d'un accord amiable, à défaut, le Tribunal Administratif de Lyon sera seul compétent.

#### **Article 19 : Dérogations au C.C.A.G. – F.C.S.**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

#### Articles du présent C.C.A.P. qui dérogent

#### Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé

Article 1.4.2 - Délais d'exécution	Article 13.1.2
Article 2. - Pièces constitutives	Article 4.1
Article 10 – Pénalités	Articles 14.1.3, 14.1.2, 14.1 et 14.2
Article 12 – Assurances	Article 9